

**APPEL DE LA DÉCISION DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS
CONDITIONNELLES DU CANADA****A. RÔLE DE LA SECTION D'APPEL**

Le rôle de la Section d'appel est d'assurer que la loi et les règles de justice fondamentale sont suivies, que les politiques de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC ou la Commission) sont respectés et que ses décisions sont basées sur des renseignements pertinents, fiables et convaincants.

La Section d'appel examine le processus décisionnel afin de s'assurer que les droits du/de la délinquant(e) ont été respectés. Elle est habilitée à réévaluer la question du risque de récidive et substituer son jugement à celui des commissaires qui ont étudié le cas. Cependant, elle exercera cette compétence seulement si elle en conclut que la décision visée par l'appel est sans fondement et n'a pas été appuyée par de l'information disponible au moment où la décision a été prise.

Les membres de la Section d'appel étudieront le cas de l'individu incluant tout enregistrement sonore disponible de l'audience ainsi que la soumission d'appel présents au dossier. Ni le/la délinquant(e), ni la personne qui présente un appel au nom d'un(e) délinquant(e) seront rencontrés personnellement.

B. L'INDIVIDU QUI PRÉSENTE L'APPEL

Un(e) délinquant(e) ou une personne qui agit en leur nom peuvent faire appel aux décisions rendues par la CLCC. Une personne qui présente un appel au nom d'un(e) délinquant(e) est dénommée « représentant(e) » dans le reste de ce formulaire.

Je suis : le/la délinquant(e) le/la représentant(e) du/de la délinquant(e)

C. INFORMATION SUR LE/LA DÉLINQUANT(E)

Numéro SED / Dossier (en lettres moulées)	Établissement / Bureau de libération (en lettres moulées)	Région (en lettres moulées)
Nom de famille (en lettres moulées)	Prénom(s) (en lettres moulées)	
Langue de préférence de correspondance : <input type="radio"/> Anglais <input type="radio"/> Français	Prénom privilégié (en lettres moulées)	Pronom(s) privilégié(s)

D. INFORMATION SUR LE/LA REPRÉSENTANT(E) (le cas échéant)

Complétez cette section si vous présentez un appel au nom d'un(e) délinquant(e).

Nom de famille du/de la représentant(e) (en lettres moulées)	Prénom(s) (en lettres moulées)	Pronom(s) privilégié(s)
Adresse courriel (en lettres moulées)	Êtes-vous avocat(e) ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	Nom du bureau d'avocat (le cas échéant)

Si vous êtes avocat(e) : La CLCC vous fournira toute correspondance concernant l'appel transmis à la/au délinquant(e).

Si vous n'êtes pas avocat(e) : La CLCC ne vous fournira la correspondance concernant l'appel que si le/la délinquant(e) donne son consentement signé. Cela peut être fait en remplissant la section J (Consentement du/de la délinquant(e) à la divulgation d'information) ci-dessous, ou en soumettant une déclaration de consentement signée séparée.

À noter : Les décisions de la Section d'appel ne sont pas considérées comme de la correspondance concernant l'appel. Pour demander une copie de la décision rendue par la Section d'appel, vous devez remplir et soumettre le formulaire "[Demande de Registre des décisions](https://www.canada.ca/fr/commission-liberations-conditionnelles/organisation/publications-et-formulaires/formulaire-de-demande-du-registre-des-decisions.html)"¹ (CLCC/PBC 0040).

¹ <https://www.canada.ca/fr/commission-liberations-conditionnelles/organisation/publications-et-formulaires/formulaire-de-demande-du-registre-des-decisions.html>

DISTRIBUTION

Original = Bureau de la CLCC
Copie 1 = Délinquant(e)
Copie 2 = Dossier GC du/de la délinquant(e)

E. LA/LES DÉCISION(S) DE LA CLCC SOUS APPEL

Veuillez indiquer la/les décision(s) que vous présentez en appel ainsi que la/les date(s) qu'elle(s) a/ont été rendue(s). Par exemple, semi-liberté refusée, maintien en incarcération ordonné, libération d'office – changement aux conditions, libération conditionnelle totale révoquée.

Le délai pour soumettre un appel est **deux (2) mois** suivant la date de la/des décision(s).

La/Les décision(s) portée(s) en appel :

Date de la/des décision(s) :

_____	_____
_____	_____
_____	_____

F. LA/LES MOTIF(S) POUR L'APPEL

Conformément à l'article 147² de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC), une décision de la CLCC peut être portée en appel pour un ou plusieurs des motifs suivants. Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent et donnez une explication détaillée dans la section G ci-dessous.

☐ **A violé un principe de justice fondamentale.**

Ceci inclut toute préoccupation liée à l'équité des procédures de la CLCC. Par exemple, si la Commission a communiqué adéquatement les informations utilisées pour l'étude, si le droit à un assistant à l'audience a été respecté, si le choix de la langue officielle a été respecté, etc. Dans la section G, précisez comment la Commission a violé un principe de justice fondamentale.

☐ **A commis une erreur de droit.**

Ceci inclut toute préoccupation que la Commission n'a pas respecté ou appliqué correctement la loi, ou l'a mal interprétée. Dans la section G, précisez quel article de la LSCMLC, *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ou autre loi pertinente concerne l'erreur de la Commission et donnez une explication détaillée à propos de l'erreur.

☐ **A contrevenu aux directives établies par la CLCC ou ne les a pas appliquées.**

Ceci inclut toute préoccupation liée à l'application de politiques de la CLCC. Dans la section G, précisez la/les politique(s) de la CLCC que la Commission n'a pas respectée.

☐ **A fondé la décision sur des renseignements erronés ou incomplets.**

Ceci inclut toute préoccupation selon laquelle il manquait des renseignements pertinents, ou la Commission a commis une erreur à propos des renseignements pertinents disponibles. Dans la section G, précisez quelle information manquait ou était erronée.

☐ **A agi sans compétence, outrepassé celle-ci ou omis de l'exercer.**

Ceci inclut toute préoccupation concernant le fait que la Commission aurait pris une décision sans y être habilitée ou n'aurait pas pris de décision que la loi l'autorisait à prendre.

G. EXPLICATION DES RAISONS DE L'APPEL

Veuillez fournir une **explication détaillée** du ou des motifs de l'appel et joindre tout document à l'appui de votre ou vos motifs. En cas d'appel d'une condition spéciale, veuillez préciser la/les condition(s) et le ou les motifs pour l'appel. Utilisez des feuilles de papier supplémentaires au besoin. **Veuillez noter que les soumissions ne doivent pas dépasser 15 pages.**

² <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/section-147.html>

H. ÉNONCÉ RELATIF À LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les renseignements que vous fournissez sur le présent formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* dans le but de traiter une demande d'appel d'une décision rendue par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Le fait de ne pas fournir ces renseignements personnels pourrait entraîner un rejet de la demande. En vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, qui protège vos renseignements personnels, vous avez le droit d'obtenir l'accès à ces renseignements et de demander que des corrections y soient apportées. Les renseignements personnels recueillis pour le traitement de votre demande seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels CLCC PPU 005. Vous pouvez obtenir l'accès à cette information et en vérifier l'exactitude en présentant une demande par écrit au coordinateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels, Commission des libérations conditionnelles du Canada, 410, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) K1A 0R1. Pour plus d'informations, consultez [Info Source](#)³.

I. SIGNATURE DU/DE LA DÉLINQUANT(E) OU REPRÉSENTANT(E)

Cette section doit être signée par l'individu qui présente l'appel.

Signature ▶	Nom complet (en lettres moulées)	Date (AAAA-MM-JJ)
----------------	----------------------------------	-------------------

J. CONSENTEMENT DU/DE LA DÉLINQUANT(E) À LA DIVULGATION D'INFORMATION (OPTIONNELLE)

Cette section est **optionnelle** et ne peut être signée que par le/la délinquant(e). Remplissez-la si votre représentant(e) **n'est pas avocat(e)** et si vous souhaitez que la CLCC leur transmette toute correspondance concernant l'appel. Vous pouvez également soumettre une déclaration de consentement signée séparée.

<input type="checkbox"/> J'autorise la CLCC à partager toute correspondance concernant l'appel qui m'est transmise à la personne identifiée dans la section D.		
Signature – Délinquant(e) ▶	Nom complet (en lettres moulées)	Date (AAAA-MM-JJ)

K. COORDONNÉES DE LA CLCC

Une fois ce formulaire rempli, s.v.p. veuillez envoyer ce formulaire à la Section d'appel par l'une des méthodes suivantes :

Par la poste :

Section d'appel – Commission des libérations conditionnelles du Canada
410 avenue Laurier Ouest, 7^e étage
Ottawa, Ontario K1A 0R1

Par courriel :

appeals-appel@pbc-clcc.gc.ca

Par télécopieur :

(613) 941-0543

³ <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/acces-information-protection-reseignements-personnels/acces-information/info-source.html>